

A L'AIDE DE L'ALGÉRIE

par J. REGNAUD

MAINTEANT que la guerre est terminée, que les bandes criminelles de l'O.A.S. ont du plier bagage, que le jeune Etat algérien indépendant doit tout créer ou créer à partir de zéro et moins que zéro, on assiste non seulement à la continuation de l'indifférence des masses françaises vis-à-vis de leurs frères algériens (ce qui ne saurait surprendre étant donné le manque total de campagne de propagande sur ce plan dans les grandes organisations ouvrières, politiques et syndicales françaises et l'apathie qui pèse toujours sur les masses françaises après la fin de la guerre d'Algérie) mais on constate également un recul incroyable dans les milieux d'avant-garde en France par rapport à la Révolution algérienne entrée maintenant dans le stade des réalisations de l'Algérie indépendante.

Que se passe-t-il donc en Algérie ? Comment cette situation est-elle interprétée en France pour qu'une telle démission — car il n'y a pas d'autre mot pour caractériser ce phénomène — se soit fait jour vis-à-vis de la Révolution algérienne chez ceux sur l'aide de qui elle aurait dû pouvoir compter dès le tout début de son indépendance pour faire face aux innombrables ennemis qu'elle a et aura à affronter à l'intérieur dans la voie vers le socialisme sur laquelle elle est décidément engagée au milieu d'embûches et d'obstacles monstrueux ?

Dès l'accession de l'Algérie à l'indépendance, au printemps dernier, on voyait se combiner dans la partie de l'opinion publique française auparavant favorable à la lutte du peuple algérien une double tendance, d'une part black-out quasi total sur les prises de position de l'équipe de direction de la révolution algérienne aujourd'hui regroupée dans le B.P. qui, depuis l'adoption en juin du programme de Tripoli s'est avérée être l'équipe de pointe pour la réalisation des données de ce programme, d'autre part critique acharnée et destructrice de tout ce qui dans l'action de cette équipe peut apparaître comme insuffisant ou même erroné.

Le Programme de Tripoli lui-même n'a été ni commenté, ni diffusé (en dehors de la brochure éditée par notre Parti et de la publication faite également par la tendance d'opposition. « Le Communiste ») dans l'opinion française. Aucune autre publication, aucune autre formation d'extrême-gauche n'a souligné comme cela était le devoir le plus élémentaire d'un militant ou d'une organisation révolutionnaire, le caractère profondément progressif et socialisant de ce programme et la nécessité, sans pour autant se refuser en aucun cas le droit de critique constructif, d'aider et d'appeler à aider de toutes ses forces tout pas en avant fait dans l'application de ce Programme de Tripoli.

Que malgré le fait que la lutte ne fut dirigée par aucune organisation, aucun parti marxiste révolutionnaire, le Programme de Tripoli non seulement ait été élaboré, mais adopté et que l'équipe dirigeante aujourd'hui de l'Algérie soit en train de prendre dans les faits comme nous allons le montrer ici des mesures capitales pour sa mise en application, n'est-ce pas suffisant pour que les plus purs des révolutionnaires en France — ou tout au moins ceux qui semblent se prétendre tels — qui prennent aujourd'hui des mines dégoûtées et scandalisées devant le visage de la révolution algérienne, aient au contraire une attitude de compréhension, de sympathie et d'aide sans réticence à cette révolution ; pour que leurs critiques nécessaires et justifiées à certains égards soient faites dans un esprit constructif pour que l'expérience engagée par le peuple algérien et sa direction dans le sens du socialisme se poursuive et aboutisse le plus vite et le mieux possible et non dans un esprit de négation et d'aveuglement tel que celui qu'exprime par exemple « La Voie Communiste », porte-parole en France de l'opposition dudit Parti de la Révolution Socialiste au Bureau Politique.

Profondément socialiste dans ses racines de par la poussée de masses paysannes extraordinairement révolutionnaires et animées d'un énorme esprit de sacrifice, poussée à laquelle répond et acquiesce consciemment une équipe de dirigeants révolutionnaires directement issus de ces couches populaires, la révolution algérienne se développe vers ses buts socialistes au milieu de difficultés matérielles

inouïes, avec des structures inadéquates ou inexistantes, qu'il s'agit de modifier ou de créer, en butte à une énorme pression de l'impérialisme français qui lutte pour le maintien de la plus grande part de son pouvoir économique sur l'Algérie. Elle a à faire face à l'intérieur à la résistance d'une série de couches sociales hostiles à l'instauration du socialisme en Algérie. Elle part d'un niveau économique et social incroyablement bas. Que face à toutes ces énormes difficultés le cheminement de la révolution algérienne soit d'aspect parfois chaotique, qu'en l'absence d'un noyau de direction marxiste révolutionnaire reprenant et appliquant les enseignements du léninisme, telle ou telle mesure erronée et antidémocratique soit prise c'est inévitable et il serait irrationnel de penser que l'Algérie va être, d'emblée dans ce domaine, plus parfaite que ne le furent aucun des Etats ouvriers qui l'ont précédée à l'exception de la révolution russe dans ses débuts.

Par delà tous ces aspects imparfaits, inévitables à l'étape actuelle, tout révolutionnaire algérien ou étranger, se doit avant toute chose d'apprécier ce qui se passe dans les structures réelles de la société sous l'action combinée des masses et du gouvernement. Il doit apprécier si dans les faits les changements s'opèrent dans un sens de transformation socialiste, économiquement et socialement, et si telle est sa conclusion, comme elle est actuellement la nôtre, il décidera — sans pour autant cesser de critiquer de façon positive les insuffisances ou les imperfections des réalisations dans ce domaine, ou les erreurs politiques commises sur le plan du fonctionnement démocratique de la société nouvelle — d'apporter toute son aide à cette révolution qui peut dans sa dynamique devenir le pôle d'attraction socialiste de tout le continent africain, comme l'Etat ouvrier cubain est le pôle d'attraction socialiste de toute l'Amérique latine (avec toutes les conséquences révolutionnaires que cela implique pour l'Europe également).

LA LUTTE DE CLASSE POUR LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'ALGERIE EST COMMENCEE

Pour comprendre le caractère de la lutte sociale et politique qui va se dérouler dans la phase actuelle de la révolution algérienne et pour mieux apprécier également le caractère d'une partie de l'opposition à laquelle a à faire face la direction actuelle de la révolution algérienne, il importe de voir dans quel contexte social se développe actuellement la révolution et quelle attitude ont et auront les différentes couches de la société algérienne vis-à-vis des mesures allant dans le sens d'une socialisation des structures économiques et sociales du pays.

Trois catégories sociales principales sont susceptibles à l'heure actuelle d'opposer une résistance plus ou moins active ou acharnée à l'évolution de l'Algérie vers le socialisme :

● Les propriétaires terriens arabes : ce ne sont pas seulement les colons européens qui ont été atteints par les mesures de réforme agraire prises, soit spontanément par les paysans pauvres, soit dans le cadre de l'administration et de la gestion des biens vacants sous contrôle du gouvernement. De grands propriétaires arabes ont également été touchés et Ben Bella a confirmé ce fait dans sa déclaration du mercredi 5 décembre à l'Assemblée Nationale algérienne. On peut bien entendu compter sur cette couche de propriétaires déçus pour s'organiser — et ils commencent effectivement à le faire — pour renverser l'équipe Ben Bella-Boumediène.

● Il existe toute une autre série d'Algériens dont l'aspiration au travers de la libération de leur pays se bornait plus ou moins à remplacer les pieds-noirs dans les bistrotts, les boutiques et petites entreprises commerciales diverses. Or, dans le cadre des mesures prises pour l'administration des biens vacants dans ce domaine, le gouvernement a décidé que les Algériens désignés pour administrer ces commerces en seront non pas propriétaires, mais gérants et que leurs salaires seront limités. D'où une série de mécontents faciles à organiser pour une opposition au gouvernement.

● Sur le plan industriel, l'examen concret de la liste des entreprises confirme qu'en dehors de très rares exceptions il n'existait pas en Algérie de bourgeoisie industrielle importante. Néanmoins il existait et existe toujours quelques noyaux compacts de bourgeoisie commerçante (commerçants et exportateurs de produits agricoles). Les récentes mesures gouvernementales par lesquelles ont été constituées des sociétés exportatrices qui n'ont pas le droit d'acheter les agrumes sur pied (comme le faisaient autrefois les exportateurs qui, achetant aux petits producteurs à des prix très bas, réalisaient des bénéfices colossaux à la vente) mais qui ne peuvent que transporter et vendre les agrumes pour le compte des comités de gestion et n'ont droit qu'à un pourcentage sur ces ventes, les ont durement touchés.

Cette couche d'anciens exportateurs est particulièrement violente actuellement dans son agitation contre le gouvernement. Elle encourage une propagande pseudo-antimonopoliste (« l'Etat se vend à des entreprises monopolistes ») qui a même réussi à avoir une certaine audience parmi des couches populaires (certains dockers en particulier étaient à un certain moment prêts à manifester pour que l'on redonne leurs prérogatives aux anciens exportateurs).

Par ailleurs, à tous les niveaux de l'administration arabe qui se constitue actuellement, et dans certains secteurs

de l'armée, une série d'éléments arrivistes et peu scrupuleux ont réussi à se créer des postes importants pendant les premiers mois de l'instauration du nouveau pouvoir, sur la base de la pénurie très grande de cadres dont souffre l'Etat algérien. Les mesures révolutionnaires édictées dans la dernière réunion du Bureau Politique et énoncées dans le discours de Khider puis dans la déclaration de Ben Bella à l'Assemblée, concernant en particulier la limitation des hauts salaires et l'épuration des appareils civils et militaires, toucheront durement et efficacement cette catégorie de gens qui constitueront également une base d'opposition réactionnaire au Bureau Politique.

Face à ces ennemis ouverts ou en puissance de la transformation socialiste de l'Algérie on assiste à ce jour à une conjonction pratique, allant dans le sens de la propulsion de mesures socialistes, entre l'équipe gouvernementale constituée par le Bureau Politique et s'appuyant sur une couche assez restreinte d'éléments décidés dans le parti et l'administration, et les masses révolutionnaires du pays.

Parmi celle-ci, et de loin à l'avant-garde par l'énergie de leur action et la puissance de leur aspiration révolutionnaire, la paysannerie, les paysans pauvres, sans terre, dont l'unique mais énorme revendication, la réforme agraire, la pousse en avant irrésistiblement. Cette conjonction entre les aspirations révolutionnaires des masses, et avant tout de la paysannerie pauvre et sans terre, et l'action d'une équipe de dirigeants regroupés autour de Ben Bella a amené dans les dernières semaines la réalisation de mesures de la plus haute importance, tant sur le terrain que dans les décisions gouvernementales, pour l'avenir de la révolution algérienne.

Quand Ben Bella, dans sa déclaration du mercredi 5 décembre à l'Assemblée Nationale algérienne a calmement exposé aux députés du peuple algérien qu'ils traçaient aujourd'hui, au milieu de difficultés innombrables et parfois démesurées, le visage de l'Algérie socialiste de demain, il n'exagérait en rien. Cette création de la future Algérie a en effet entamé pendant ces semaines une étape importante sur deux plans :

BIENS VACANTS

En ce qui concerne la remise en marche du secteur dit des biens vacants, qui comporte une très importante part d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales abandonnées par leurs propriétaires européens, des mesures décisives ont été prises. Toute une législation a été mise sur pied légalisant l'organisation de ce secteur de l'économie algérienne sur une base qui peut lui permettre d'échapper au capitalisme privé et d'être gérée par l'Etat au travers de comités de gestion contrôlés par les travailleurs de ces entreprises (ce rôle de contrôle est très précisément examiné dans la législation en question). La réalisation pratique de cette conception nouvelle et d'orientation carrément socialiste est déjà en cours avant même la parution des décrets dans des entreprises très importantes. C'est le cas notamment des terres de l'alpha qui appartenaient au colon Blachette et sur lesquelles la nouvelle organisation fonctionne depuis peu de temps. L'expérience s'étendra dans la période qui vient à de nombreuses autres entreprises tant sur le plan agricole qu'industriel et commercial et elle rencontre dans tous les endroits où elle entre en application l'adhésion des travailleurs concernés. Le « New York Herald Tribune » rapporte dans son édition du 6 décembre que dans la région de Tiaret, 400 propriétés européennes sur 500 ont été collectivisées et que cette tendance s'étend progressivement dans toute l'Algérie. Il ajoute : « Il faudra probablement des années pour que le nouveau système apporte des résultats satisfaisants pour nourrir les dix millions d'Algériens. Néanmoins le premier pas, capital, a été fait et il est déjà impossible de changer ce cours. » Tout ne va pas bien sûr sans accroc, sans tentative de la part des anciens propriétaires de remettre la main sur leurs biens ; sans tentatives de la part de responsables locaux incompréhensifs ou hostiles à remettre effectivement ces biens à leurs anciens propriétaires ; sans formation de comités de gestion-bidons constitués de gens qui veulent en réalité, sous couvert de ces comités, s'approprier réellement les biens en question. Mais tous ces points noirs, toutes ces difficultés d'exécution, ne peuvent en aucun cas dissimuler le caractère véritablement révolutionnaire des mesures gouvernementales dans ce domaine et l'aspiration véritablement révolutionnaire également qui anime les larges masses pour leur application... avant même, souvent, que le gouvernement ait légalisé le fait qu'elles accomplissent spontanément.

Cela les militants révolutionnaires sincères se doivent de le mettre en lumière et de pousser de toutes leurs forces pour l'extension la plus rapide et la plus efficace possible de ce secteur non capitaliste de l'économie algérienne.

Un autre événement important a mis en lumière au cours de ces derniers jours l'orientation fondamentalement révolutionnaire à l'heure actuelle de l'équipe dirigeante de la révolution algérienne. Ce sont les mesures annoncées dans le discours de Khider à l'issue des travaux du Bureau Politique, confirmées dans la déclaration de Ben Bella à l'Assemblée Nationale et qui touchent principalement le problème des salaires et celui de l'épuration.

Déclaration de l'A.G.T.A.

La commission exécutive de l'A.G.T.A. réunie au grand complet ce jour 2 décembre 1962 décide d'appuyer résolument l'action du parti du F.L.N. et de son Bureau Politique pour l'application du Programme de Tripoli.

L'A.G.T.A. — dans le cadre de son autonomie organique et de gestion — prend acte de la dissolution de l'ex-Fédération de France et décide d'apporter tout son concours à la « Direction Centrale de l'Amicale des Algériens en France ».

Le nouveau Comité Directeur sera chargé de l'organisation d'un congrès unitaire de l'A.G.T.A. lequel aura notamment pour tâche — dans le cadre des principes de la tradition ouvrière internationale — de dégager, démocratiquement, une orientation générale et une direction élue.

Composition du nouveau comité directeur élu :

Bouchama Ali.
Benacef Abdelghani.
Belkaid Aboubakeur.
Ben Mered Mouloud.
Krim Abdelmadjid.
Oulhadj Omar.
Oulji Ahmed.
Smidi Mohamed.
Membres suppléants : Tabiti Cherif,
Younes Mohamed Seghir.

La direction actuelle est constituée de cinq anciens membres opposés au B.P., trois titulaires venant des comités de soutien au B.P. ainsi que les deux suppléants. Cela, dans une situation où le B.P. a le soutien de la majorité des travailleurs algériens en France, souligne le sens politique de ces derniers dirigeants. Mais les « opposants » remettraient cet accord en cause sous prétexte que deux d'entre eux doivent partir en Algérie.